

CCA Charrette 2017 | Machines à Discorde

La 22^e Charrette interuniversitaire invite les jeunes designers à réinventer la ville en tant que plateforme architecturale collective – un nouveau mécanisme – ouverte au dialogue, à la résistance et aux mouvements sociaux, entre espace physique, médias et technologie.

Contexte

Comme le fait remarquer Jacques Rancière, la démocratie n'est pas le voile lisse du *consensus* mais l'acte de provoquer la *dissidence* et l'ultime possibilité de perturbation. Dans les sociétés démocratiques, l'identité politique émerge et s'élabore dans les espaces publics – physiques ou virtuels – essentiels pour cultiver et négocier conflits et coexistence. D'une part, il existe des forces politiques, culturelles et d'entreprise qui produisent du sens. D'autre part, certains citoyens réfutent, refusent et redéfinissent son sens. L'espace et l'architecture ne constituent pas simplement des produits dérivés de ces processus, mais ils en sont des participants actifs.

Le potentiel politique de l'architecture compte parmi les crédos fondateurs du projet moderne du début du ^exx siècle. Encore aujourd'hui, on pense souvent que la réalité économique, tout comme la relation symbiotique établie entre l'architecture et les structures du pouvoir, ont submergé ce potentiel politique. Des images frappantes du modernisme du temps de guerre appuyant les fronts politiques populaires ne hantent pas seulement la culture de l'architecture mais aussi la réalité construite de la ville contemporaine, jusqu'au milieu du siècle. Par la suite, la précipitation du ^exx siècle vers le modernisme en vogue comme antithèse du totalitarisme a conduit à abandonner l'idéologie de justice et d'égalité inscrite au cœur de l'architecture moderne et a ouvert la voie à la vision supposément apolitique et d'entreprise de la ville contemporaine dans laquelle nous vivons aujourd'hui.

Heureusement, l'effondrement moderniste des édifices publics, des monuments, des rues et des places en une primauté abstraite de *l'espace* n'est pas une condition finale mais uniquement un silence temporaire et puissant. Peut-être que, libéré de la répression de l'association d'entreprise, l'espace urbain contemporain et l'architecture sont-ils prêts à se transformer en arènes constructives et en machines provocatrices en vue d'une résolution démocratique et d'une action politique.

Média et technologie

L'action politique ne fonctionne plus essentiellement dans des conditions physiques. Comme en politique, on ne peut plus sous-estimer l'importance des territoires virtuels parallèles des médias et de la technologie pour comprendre l'architecture contemporaine et son rôle social.

La technologie sert à la fois de filtre et de feuille de route. Elle permet d'accéder à un grand nombre de données, conférant à la structure du pouvoir comme aux citoyens (en parts très inégales) des capacités de surveillance et même des moyens pénétrants de prédire les comportements les uns des autres. Pour réaliser le potentiel de l'architecture, nous devons maintenant prendre conscience des capacités de transformation de la technologie et revoir les façons nouvelles dont elle nous permet de naviguer dans la ville contemporaine et de l'utiliser en tant qu'êtres publics.

Les médias sont aussi une lame à double tranchant. Ils offrent à la population un puissant mécanisme de pouvoir tout en agissant comme chambre d'écho accordable générant le pouvoir de manipuler les masses. La quantité de chroniques personnelles brouille la lecture véritable de la présence des médias, qui reçoivent et émettent en même temps sur plusieurs canaux. Comme nous le rappelons sans cesse, on peut embellir l'exposé général pour en faire le récit d'une histoire qui reflètera ou non les chroniques individuelles le composant.

Au contraire des médias et de la technologie, l'espace physique présente à la fois la mesure et l'échelle. Comme la photo composite de Jackson des investitures présidentielles américaines de 2009/2017, il présente en fin de compte une réponse équilibrée aux clientèles fluides et aux identités instables propres à la présence virtuelle actuelle. Aujourd'hui, c'est seulement aux conditions conjuguées du physique et du virtuel que notre « moi » public est capable d'interaction égalitaire et efficace et qu'il élargit notre capacité d'agir de manière fructueuse.

Le défi

La Charrette interuniversitaire du CCA de 2017 exige des équipes participantes qu'elles conçoivent des contre-espaces provocateurs, des mécanismes architecturaux compris dans les processus physiques et virtuels et s'opposant à ces processus, qui apprivoisent et dissolvent le *locus* critique de la démocratie. Guidées par les valeurs modernes de justice et d'égalité de l'architecture, les équipes doivent réaffirmer le rôle de l'architecture comme participant et initiateur sociétal actif, et comme instrument constructif du changement.

On demande à chaque équipe participante de choisir un lieu important de sa ville. Il peut s'agir d'un forum public, d'un siège du pouvoir ou d'un lieu subissant une transformation jugée injustifiée. Au-delà des suppositions habituelles d'espaces civiques et publics officiels, l'intervention peut inclure des lieux négligés et des

situations liminaires, des centres commerciaux et des campus d'entreprise – tout lieu qui se prête à une intervention provocatrice.

Chaque équipe est invitée à transformer le lieu choisi en théâtre réel ou imaginaire de protestation et de confrontation ou de dialogue et de réconciliation. L'espace en question doit fonctionner à la fois comme terrain physique et virtuel. Il doit permettre à tous d'élaborer et de faire la démonstration d'un « moi public » où ne se cache aucune identité du participant et où sa performance n'est pas réduite. On demande aux équipes de considérer l'architecture comme un acte provocateur, ouvert, qui agit à différents échelons et constitue tout à la fois le terrain de jeu et l'outil de changement.

Il importe de garder en tête que la résistance peut prendre plusieurs formes, du brouillage des frontières sociales et de la redistribution des ressources au radicalisme, à la critique institutionnelle et à l'iconoclasme. La proposition peut illustrer un nouveau type d'espace civique ou un manuel de l'utilisateur permettant de s'emparer de l'infrastructure publique. Elle peut décrire l'occupation de structures d'autorité existantes ou des machines de perturbation mobiles.

Située entre l'agora et le colisée, l'intervention doit manifester le pouvoir collectif de ses citoyens et leur droit de protester. Il doit s'agir d'un espace provocateur propice à la communication et à la confrontation. Cependant, cet espace doit être suffisamment inclusif pour permettre à tous l'accès et l'action, tout en nivelant le terrain de jeu pour tous les agents.

Par-dessus tout, il doit répondre activement à la situation actuelle de nos *polis* et devenir un mécanisme d'action et de changement démocratique.